

Vu le code général de la fonction publique créé par l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021, portant dans son livre 1 droits, obligations et protections,

Arrêté

Article 1er : Les 13 conseillers principaux d'éducation de classe normale dont les noms suivent, inscrits sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2022 pour l'accès au grade de la hors classe, sont nommés conseillers principaux d'éducation hors classe à compter du 1er septembre 2022.

Nom	Nom Patronymique	Prénom	Discipline
BOUHAREB		AICHA	éducation
COSTA		JEAN LUC	éducation
DENNY		JEAN LUC	éducation
DUCHEMAN	DE MAESTRI	NANCY	éducation
HAMANN		VANESSA	éducation
HAUMESSER		CAMILLE	éducation
JACQUOT		HELENE	éducation
JUNGER		SANDRA	éducation
LAYER		MYRIAM	éducation
MASCARTE		AUDE	éducation
TESTA		VIRGINIE	éducation
URBAN		CHRISTINE	éducation
VINCENT	PISTILLI	CELINE	éducation

Article 2 : Le classement de chacun des intéressés dans son nouveau grade fera l'objet d'un arrêté ultérieur.

Article 3 : le présent arrêté est publié sur le site académique et dans les locaux du rectorat, Bureau DPAAE1, Bld Poincaré 67975 Strasbourg, pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature.

Fait à Strasbourg, le 08 juillet 2022
Pour le Recteur et par délégation,
La responsable de la division
des personnels d'administration et d'encadrement
signé
Florence MONG

Précisions relatives à la répartition entre les femmes et les hommes :

Nombre de promouvables : 68 dont 53 femmes soit 78 % et 15 hommes soit 22 %

Nombre de promus : 13 dont 11 femmes soit 84,6 % et 2 hommes soit 15,4 %

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois* :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous

disposerez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique

« Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

*4 mois pour les agents demeurant à l'étranger.